



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.026/4
du 14 mars 2022

advies 71.026/4
van 14 maart 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant diverses
dispositions concernant le
télétravail et travail en bureau
satellite dans la fonction
publique fédérale
administrative'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
diverse bepalingen inzake
telewerk en satellietwerk in het
federaal administratief
openbaar ambt'

Le 11 février 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant diverses dispositions concernant le télétravail et travail en bureau satellite dans la fonction publique fédérale administrative'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 14 mars 2022. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Véronique SCHMITZ, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 14 mars 2022.

*

Op 11 februari 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van diverse bepalingen inzake telewerk en satellietwerk in het federaal administratief openbaar ambt'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 14 maart 2022. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Véronique SCHMITZ, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 14 maart 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

L'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'instauration d'un dispositif relatif au télétravail ou au travail dans un bureau satellite, ainsi que son organisation par l'arrêté royal du 22 novembre 2006 'relatif au télétravail et au travail en bureau satellite dans la fonction publique fédérale administrative', ne dispense pas les différents services de la fonction publique fédérale auxquels cet arrêté s'applique, de l'inscrire dans le règlement de travail qui leur est propre, ce en vertu de la loi du 8 avril 1965 'instituant les règlements de travail' dont l'article 6, § 2, précise cependant qu'« [e]n ce qui concerne les travailleurs occupés dans les services publics, il peut être fait référence le cas échéant, pour l'application du § 1^{er}, aux textes applicables ».

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1.1. Il ressort de l'article 3 de l'arrêté royal du 22 novembre 2006 que plusieurs autorités sont compétentes pour adopter une décision en matière de télétravail :

– La décision de principe de pouvoir recourir au télétravail et/ou au travail en bureau satellite pour certaines fonctions appartient au comité de direction tel que défini à l'article 2, alinéa 1^{er}, 5^o, du même arrêté royal.

– La décision de recourir effectivement au télétravail et/ou au travail en bureau satellite (c'est-à-dire l'autorisation qui est donnée au membre du personnel) est prise par le chef fonctionnel ou par le supérieur hiérarchique tels qu'ils sont définis à l'article 2, alinéa 1^{er}, 6^o et 7^o, du même arrêté royal.

1.2. L'article 9, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, en projet, (article 3 du projet) confie au fonctionnaire dirigeant – non autrement défini à l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006¹ – la désignation « de la liste des fonctions non télétravaillables ».

¹ Contrairement à l'article 2, alinéa 1^{er}, 12^o, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale' qui définit le « fonctionnaire dirigeant » comme étant « le président du comité de direction d'un service public fédéral, le président d'un service public fédéral de programmation, le fonctionnaire dirigeant ou l'agent chargé de la gestion journalière d'une institution publique de sécurité sociale ou d'un organisme d'intérêt public, l'agent qui préside le conseil de direction du ministère de la Défense ».

La section de législation n'aperçoit pas comment l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2006 et la disposition à l'examen sont appelés à se combiner. Appartiendra-t-il dorénavant au comité de direction de décider, parmi les fonctions qui n'ont pas été déterminées par le fonctionnaire dirigeant comme « non télétravaillables », celles pour lesquelles, de principe, il peut être recouru au télétravail ?

En outre, la question se pose également de savoir si par « non télétravaillables », l'auteur du projet entend couvrir les fonctions pour lesquelles de principe il ne pourrait plus être recouru au travail en bureau satellite.

Il convient de lever ces incertitudes. La disposition en projet sera précisée afin de ne laisser aucun doute quant à sa portée exacte au regard de l'article 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2006.

2. L'article 5, § 4, alinéa 3, en projet (article 1^{er}, 4^o, du projet) tend à faire intervenir une autre autorité, « le directeur du service d'encadrement Personnel et Organisation » qui pourra accorder des dérogations après un avis motivé du chef fonctionnel du membre du personnel ou intervenir dans le cadre d'une médiation (article 15bis, § 3, en projet, article 8 du projet).

Or, il n'y a pas de définition du « directeur P&O » dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006² ; le texte en projet sera dès lors complété sur ce point.

En outre, étant donné le contenu de l'article 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006, il y a lieu de faire référence à chaque fois au supérieur hiérarchique (article 5, § 4, alinéa 3, en projet) et au chef fonctionnel (article 15bis, § 3, 1^o, en projet). Sur ce dernier point, la même observation vaut pour l'article 15bis, § 1^{er}, alinéa 2, deuxième phrase, en projet.

Ces dispositions seront complétées en ce sens.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Les alinéas 2 et 4 seront omis ou rédigés sous la forme d'un considérant dans la mesure où les dispositifs qui y sont mentionnés, à savoir l'accord-cadre européen du 16 juillet 2002 'sur le télétravail' et la loi du 3 juillet 1978 'relative aux contrats de travail, ne constituent pas des fondements juridiques du projet mais en constituent le cadre juridique³.

2. À l'alinéa 6, il y a lieu d'omettre l'adverbe « notamment ».

² Contrairement à l'article 2, alinéa 1^{er}, 13^o, de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 qui définit le « directeur P&O » comme étant « le directeur du service d'encadrement Personnel et Organisation ou, dans les services fédéraux où cette fonction n'est pas attribuée, le directeur ou le responsable du service chargé de la gestion des ressources humaines ou, à défaut, le responsable du service du personnel ».

³ Voir, dans le même sens, l'avis n° 41.185/3 donné le 19 septembre 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 novembre 2006, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/41185.pdf>.

3. L'alinéa 14 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 71.026/4 du Conseil d'État donné le 14 mars 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »⁴.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 1°, il y a lieu d'utiliser la définition de « service » énoncée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 4°, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006.

Par conséquent, le mot « fédéral » sera omis.

Article 3

L'article 9, § 3, en projet, sera omis car le télétravail occasionnel figure dans la définition du télétravail énoncée à l'article 2, alinéa 1^{er}, 1°, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006.

Article 9

Au 2°, il y a lieu d'assurer une meilleure cohérence entre l'article 16, alinéas 1^{er}, en projet, et 2, de l'arrêté royal du 22 novembre 2006, en précisant, d'une part, que le SPF Bosa établit le rapport annuel sur la base des informations qui lui sont fournies par l'employeur et, d'autre part, que ce rapport annuel est destiné au Ministre de la Fonction publique.

Le 2° sera revu en conséquence.

Article 10

Le 2° tend à ajouter deux alinéas entre l'alinéa 2 et l'alinéa 3 ancien (devenant l'alinéa 5) de l'article 96 de l'arrêté royal du 13 juillet 2017 'fixant les allocations et indemnités des membres du personnel de la fonction publique fédérale' qui sont rédigés comme suit :

« L'indemnité se compose de 2 parties :

- un montant de base forfaitaire de 20 euros par mois comme intervention dans des coûts de connexions et communications ;
- un montant forfaitaire de 30 euros par mois comme intervention dans les frais de bureau.

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

Le montant forfaitaire comme intervention dans les frais de bureau est octroyé pour chaque mois au cours duquel au moins quatre jours de télétravail ont été effectués ».

Il en résulte que l'indemnité pour intervention dans les frais de bureau est conditionnée à un nombre de jours minimum de télétravail effectif de quatre jours.

Au regard du principe d'égalité, l'auteur du projet doit pouvoir justifier, d'une part, ce seuil mensuel qui conditionne cette indemnité mensuelle et, d'autre part, le fait qu'il s'agisse d'un montant forfaitaire qui ne tient pas compte, au-delà du seuil défini de minimum quatre jours de télétravail effectif, de la durée du télétravail effectivement prestée par les membres du personnel.

Article 11

L'article 11 est rédigé comme suit :

« Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception de l'article 10 qui produit ses effets le 1^{er} janvier 2022 ».

Premièrement, la règle fixant l'entrée en vigueur au premier jour du mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*, présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas du délai normal de dix jours pour en être informés, délai prévu en principe par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 'relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires'.

Deuxièmement, l'arrêté royal en projet aura un effet rétroactif, en ce qui concerne l'article 10, au 1^{er} janvier 2022. Or, il ne peut être conféré d'effet rétroactif aux arrêtés que sous certaines conditions, à savoir lorsque la rétroactivité a une base légale, lorsqu'elle concerne une règle qui accorde des avantages dans le respect du principe d'égalité ou dans la mesure où elle s'impose pour assurer le bon fonctionnement ou la continuité des services et ne porte pas atteinte, en principe, à des situations acquises⁵. Sous réserve de l'observation formulée sous l'article 10, la rétroactivité de celui-ci semble s'inscrire dans une des hypothèses précitées étant donné que l'indemnité de base forfaitaire pour frais de télétravail de 20 euros/mois (intervention frais de connexions et communications) est augmentée d'un montant forfaitaire de 30 euros/mois (intervention dans les frais de bureau).

OBSERVATIONS FINALES

Le texte en projet, spécialement sa version française, sera revu sur le plan de la syntaxe, la grammaire et l'orthographe.

⁵ Voir l'avis n° 66.318/4 donné le 3 juillet 2019 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 2020 'modifiant l'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale du 26 janvier 2017 relatif au télétravail', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66318.pdf>.

Ainsi et sans prétendre à l'exhaustivité :

- À l'article 5, 1°, le mot « équipement » sera écrit au pluriel ;
- au même article 5, 3°, il y a lieu d'écrire « n'utilisent » et « mis à disposition à des fins privées » ;
- à l'article 7, il y a lieu d'insérer les mots « ou du matériel » (et non « ou de matériel ») ;
- à l'article 8, (article 15bis, § 3, alinéa 2, en projet), il y a lieu d'écrire « la demande de médiation a été introduite ».

Il est également conseillé à l'auteur du projet de veiller à ce que les modifications et insertions en projet, s'inscrivent harmonieusement dans l'arrêté du 22 novembre 2006 de façon à en permettre une lecture fluide. À cet égard, il vérifiera, par exemple, la rédaction de l'article 10 de ce même arrêté tel qu'il est modifié par l'article 4 de l'arrêté en projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

De steller van het ontwerp wordt erop gewezen dat het feit dat een regeling inzake telewerk of satellietwerk ingevoerd is en dat die regeling uitgewerkt is bij het koninklijk besluit van 22 november 2006 ‘betreffende het telewerk en het satellietwerk in het federaal administratief openbaar ambt’, de onderscheiden diensten van het federaal openbaar ambt waarop dat besluit van toepassing is, niet vrijstelt van de verplichting om die regeling in hun eigen arbeidsreglement op te nemen, krachtens de wet van 8 april 1965 ‘tot instelling van de arbeidsreglementen’ waarvan artikel 6, § 2, evenwel als volgt luidt: “Met betrekking tot de werknemers tewerkgesteld in een overheidsdienst kan, voor de toepassing van § 1, in voorkomend geval verwezen worden naar de teksten die van toepassing zijn.”

ALGEMENE OPMERKINGEN

1.1. Uit artikel 3 van het koninklijk besluit van 22 november 2006 volgt dat meer dan een instantie bevoegd is om een beslissing inzake telewerk te nemen:

– De principiële beslissing om voor bepaalde functies een beroep te kunnen doen op telewerk en/of satellietwerk, berust bij het directiecomité zoals gedefinieerd in artikel 2, eerste lid, 5°, van datzelfde koninklijk besluit.

– De beslissing om daadwerkelijk een beroep te doen op telewerk en/of satellietwerk (dat wil zeggen de toestemming die aan het personeelslid gegeven wordt) wordt genomen door de functionele chef of door de hiërarchische meerdere zoals gedefinieerd in artikel 2, eerste lid, 6° en 7°, van datzelfde koninklijk besluit.

1.2. Bij het ontworpen artikel 9, § 1, eerste lid, 1°, (artikel 3 van het ontwerp) wordt aan de leidend ambtenaar – welk begrip niet nader omschreven is in artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 november 2006¹ – de taak toevertrouwd om “de lijst van de functies die niet telewerkbaar zijn” vast te stellen.

¹ In tegenstelling tot artikel 2, eerste lid, 12°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ waarin de “leidend ambtenaar” gedefinieerd wordt als “de voorzitter van het directiecomité van een federale overheidsdienst, de voorzitter van een programmatorische federale overheidsdienst, de leidend ambtenaar of de ambtenaar belast met het dagelijks beheer van een openbare instelling van sociale zekerheid of van een instelling van openbaar nut, de ambtenaar die de directieraad van het Ministerie van Landsverdediging voorziet.”

De afdeling Wetgeving ziet niet in hoe men artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 november 2006 en de voorliggende bepaling met elkaar wil laten samengaan. Zal het voortaan de taak van het directiecomité zijn om te beslissen voor welke van de functies waarvan door de leidend ambtenaar niet bepaald is dat ze “niet telewerkbaar” zijn, telewerk in principe mogelijk kan zijn?

Bovendien rijst tevens de vraag of de steller van het ontwerp onder “niet telewerkbare” functies ook de functies verstaat waarvoor satellietwerk in principe niet meer mogelijk zou zijn.

Die onzekerheden dienen weggewerkt te worden. De ontworpen bepaling moet aldus verduidelijkt worden dat er geen twijfel meer kan bestaan over de exacte draagwijdte ervan in het licht van artikel 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 november 2006.

2. Het ontworpen artikel 5, § 4, derde lid, (artikel 1, 4°, van het ontwerp) strekt ertoe bij deze zaak nog een andere instantie te betrekken, namelijk de “directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie”, die afwijkingen kan toestaan na een gemotiveerd advies van de functionele chef van het personeelslid of kan optreden in het kader van een bemiddeling (ontworpen artikel 15*bis*, § 3, artikel 8 van het ontwerp).

In artikel 2, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 november 2006² is evenwel geen definitie van de “directeur P&O” opgenomen; de ontworpen tekst moet bijgevolg op dat punt aangevuld worden.

Gelet op de inhoud van artikel 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 november 2006, dient daarenboven telkens verwezen te worden naar de hiërarchische meerdere (ontworpen artikel 5, § 4, derde lid) en naar de functionele chef (ontworpen artikel 15*bis*, § 3, 1°). Wat laatstgenoemd punt betreft, geldt die opmerking eveneens voor het ontworpen artikel 15*bis*, § 1, tweede lid, tweede zin.

Die bepalingen moeten in die zin aangevuld worden.

² In tegenstelling tot artikel 2, eerste lid, 13°, van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 waarin het begrip “P&O-directeur” gedefinieerd wordt als “de directeur van de stafdienst Personeel en Organisatie of, in de federale diensten waar deze functie niet is toegekend, de directeur of de verantwoordelijke van de dienst belast met het humanresourcesmanagement of, bij gebrek hieraan, de verantwoordelijke van de personeelsdienst”.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het tweede en het vierde lid moeten ofwel wegelaten worden ofwel gesteld worden in de vorm van een overweging, aangezien de regelingen die daarin vermeld worden, namelijk de Europese raamovereenkomst van 16 juli 2002 'over telewerk' en de wet van 3 juli 1978 'betreffende de arbeidsovereenkomsten', geen rechtsgrond opleveren voor het ontwerp maar het juridisch kader ervan vormen.³

2. In het zesde lid dient het bijwoord "inzonderheid" weggelaten te worden.

3. Het veertiende lid, betreffende het advies van de Raad van State, moet als volgt gesteld worden:

"Gelet op advies 71.026/4 van de Raad van State, gegeven op 14 maart 2022, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;"⁴

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de bepaling onder 1° dient de definitie van "dienst" gebruikt te worden die vervat is in artikel 2, eerste lid, 4°, van het koninklijk besluit van 22 november 2006.

Bijgevolg moet het woord "federaal" weggelaten worden.

Artikel 3

Het ontworpen artikel 9, § 3, moet weggelaten worden aangezien incidenteel telewerk valt onder de definitie van telewerk die vervat is in artikel 2, eerste lid, 1°, van het koninklijk besluit van 22 november 2006.

³ Zie, in dezelfde zin, advies 41.185/3 van 19 september 2006 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 22 november 2006, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/41185.pdf>.

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

Artikel 9

In de bepaling onder 2° dient voor een betere samenhang gezorgd te worden tussen het ontworpen eerste lid en het tweede lid van artikel 16 van het koninklijk besluit van 22 november 2006, door te preciseren dat, enerzijds, de FOD BOSA het jaarlijks rapport opstelt op basis van de inlichtingen die door de werkgever aan hem verschaft zijn en dat, anderzijds, dat jaarlijks rapport gericht moet worden aan de minister van Ambtenarenzaken.

De bepaling onder 2° moet dienovereenkomstig herzien worden.

Artikel 10

De bepaling onder 2° strekt ertoe tussen het tweede lid en het derde lid (dat het vijfde lid wordt) van artikel 96 van het koninklijk besluit van 13 juli 2017 ‘tot vaststelling van de toelagen en vergoedingen van de personeelsleden van het federaal openbaar ambt’ twee leden in te voegen, luidende:

“De vergoeding bestaat uit 2 delen:

- een forfaitair basisbedrag van 20 euro per maand als tussenkomst voor de kosten van verbindingen en communicaties;
- een forfaitair bedrag van 30 euro per maand als tussenkomst in de kantoorkosten.

Het forfaitair bedrag voor tussenkomst in de kantoorkosten wordt toegekend voor elke maand waarin er minstens vier dagen telewerk werd verricht.”

Daaruit volgt dat de vergoeding als tegemoetkoming in de kantoorkosten afhankelijk gesteld wordt van een minimumaantal van vier dagen daadwerkelijk verricht telewerk.

In het licht van het gelijkheidsbeginsel moet de steller van het ontwerp een verantwoording kunnen geven voor, enerzijds, die maandelijkse drempel als voorwaarde voor de maandelijkse vergoeding en, anderzijds, het feit dat het gaat om een forfaitair bedrag waarbij, boven de vastgestelde minimumgrens van vier dagen daadwerkelijk verricht telewerk, geen rekening gehouden wordt met de duur van het telewerk dat de personeelsleden daadwerkelijk verricht hebben.

Artikel 11

Artikel 11 luidt als volgt:

“Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad, met uitzondering van artikel 10 dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2022.”

Ten eerste heeft de regel waarbij de inwerkingtreding vastgesteld wordt op de eerste dag van de maand na die waarin het besluit in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, het nadeel dat, als het ontworpen besluit op het einde van de maand bekendgemaakt wordt, de adressaten ervan niet over de normale termijn van tien dagen zullen beschikken om er kennis van te nemen, een termijn die in principe voorgeschreven is bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 ‘betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen’.

Ten tweede zal het ontworpen besluit, wat artikel 10 betreft, terugwerkende kracht hebben tot 1 januari 2022. Aan besluiten kan slechts onder bepaalde voorwaarden terugwerkende kracht verleend worden, namelijk indien daarvoor een wettelijke grondslag bestaat, indien de terugwerkende kracht betrekking heeft op een regeling waarbij met inachtneming van het gelijkheidsbeginsel voordelen toegekend worden of voor zover de terugwerkende kracht noodzakelijk is voor de goede werking of de continuïteit van de diensten en daardoor in beginsel geen verkregen situaties aangetast worden.⁵ Onder voorbehoud van de opmerking die bij artikel 10 gemaakt is, kan de terugwerking van dat artikel 10 blijkbaar ingepast worden in een van de voornoemde gevallen, aangezien de forfaitaire basisvergoeding van 20 euro/maand voor telewerkkosten (tegemoetkoming in de kosten van verbindingen en communicaties) verhoogd wordt met een forfaitair bedrag van 30 euro/maand (tegemoetkoming in de kantoorkosten).

SLOTOPMERKINGEN

De ontworpen tekst, in het bijzonder de Franse versie ervan, moet herzien worden op het vlak van syntaxis, grammatica en spelling.

Zo, en zonder exhaustief te willen zijn:

- moet in artikel 5, 1^o, het woord “équipement” in het meervoud staan;
- schrijve men in hetzelfde artikel 5, 3^o, “n'utilisent” en “mis à disposition à des fins privées”;
- dienen in artikel 7 de woorden “ou du matériel” (en niet “ou de matériel”) ingevoegd te worden ;
- schrijve men in artikel 8 (ontworpen artikel 15bis, § 3, tweede lid) “la demande de médiation a été introduite”.

⁵ Zie advies 66.318/4 van 3 juli 2019 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 2020 ‘tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 26 januari 2017 betreffende telewerk’, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66318.pdf>.

Aan de steller van het ontwerp wordt tevens de raad gegeven ervoor te zorgen dat de ontworpen wijzigingen en invoegingen naadloos aansluiten op het besluit van 22 november 2006 zodat men het gewijzigde besluit in zijn geheel vlot kan lezen. In dat verband moet hij, bijvoorbeeld, de redactie controleren van artikel 10 van datzelfde besluit zoals het gewijzigd wordt bij artikel 4 van het ontworpen besluit.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Martine BAGUET